

Retraite 2026 : acheter des trimestres coûte plus cher, voici les nouveaux tarifs et les pièges à éviter

Le barème 2026 pour le rachat de trimestres de retraite affiche des tarifs revalorisés selon les revenus et l'âge du cotisant. Entre dispositifs à tarifs réduits pour les jeunes et calculs complexes pour les seniors, chaque assuré doit évaluer la rentabilité de cette opération avant de s'engager dans un rachat coûteux.



© Ground Picture / shutterstock

La CNAV vient de dévoiler les tarifs 2026 pour le [rachat de trimestres](#), marquant une hausse générale des coûts. Cette option permet de compenser des années d'études ou des périodes incomplètes pour atteindre les **172 trimestres requis**. En 2026, le montant à investir dépend étroitement de votre âge et de votre salaire, rendant les **simulations préalables indispensables**. Face au recul de l'âge légal, racheter des trimestres demande une stratégie précise pour éviter un investissement inutile.

Le barème 2026 indexé sur l'âge et les revenus

Les tarifs pour les actifs de 20 à 40 ans

Pour les jeunes actifs, le rachat est techniquement moins onéreux mais nécessite une épargne précoce. À 30 ans, pour un **salaire supérieur à 48 060 €**, un trimestre coûte 1 983 € pour le taux seul et 2 938 € pour le taux et la durée. Il est crucial de profiter des dispositifs spécifiques avant la date butoir des 30 ans, notamment pour les stages, où le coût est bloqué à 481 € par trimestre. Cette **anticipation financière** permet de sécuriser sa fin de carrière à moindre coût. Qu'en aux trimestres non utilisés, un remboursement est possible sous certaines

conditions.

L'évolution des coûts entre 41 et 66 ans

Le coût d'un trimestre grimpe significativement avec l'âge. À 50 ans, le tarif peut atteindre 5 279 € pour l'option la plus complète. Paradoxalement, on observe une légère baisse des tarifs après 62 ans, un trimestre à 66 ans coûtant 4 512 €. Cette **courbe de tarification** reflète la proximité du départ en retraite. En mars 2026, l'administration souligne que le rachat est plafonné à 12 trimestres maximum, rendant le choix des périodes à racheter stratégique pour optimiser son **revenu de remplacement**.

L'impact des seuils de revenus

Le montant du rachat est calculé selon trois tranches de revenus. Aujourd'hui, les seuils se situent à 36 045 € et 48 060 €, souligne Sapiendo. Plus vos revenus sont élevés, plus le pourcentage appliqué par la CNAV est important, atteignant jusqu'à **18,05 %** pour les plus de 62 ans. Cette **progressivité tarifaire** impose de bien choisir l'année de rachat, idéalement lors d'une année où vos revenus sont stables ou en légère baisse, pour bénéficier d'un **tarif plus avantageux**.

Les pièges et opportunités du rachat en 2026

L'abattement pour études supérieures

Les salariés ont jusqu'au 31 décembre de l'année de leurs 40 ans pour racheter des trimestres d'études avec un abattement et non des jobs d'été. Cette année, la réduction s'élève à 670 € par trimestre pour ceux qui souhaitent booster leur taux de calcul. Ce dispositif est une **opportunité fiscale** majeure, car les sommes versées pour le rachat sont intégralement déductibles du revenu imposable. C'est un levier puissant pour réduire son **assiette fiscale** tout en préparant ses droits futurs à taux plein.

Attention au risque de "sur-cotisation"

Avec la réforme des retraites et le décalage progressif de l'âge de départ, certains assurés risquent de valider naturellement plus de trimestres que nécessaire. Racheter des trimestres qui seraient finalement validés par le travail supplémentaire imposé par

la loi

est un piège financier. En mars 2026, les experts recommandent d'effectuer des **simulations numériques** précises. Il serait dommage de payer plusieurs milliers d'euros pour des trimestres qui s'avèreraient **totalelement inutiles** lors de la liquidation de la pension.

Choisir entre Option 1 et Option 2

Le choix de l'option de rachat est déterminant. L'Option 1 ne joue que sur le taux (pour éviter la décote), tandis que l'Option 2 agit aussi sur la durée d'assurance (le prorata). En 2026, l'Option 2 est nettement plus chère mais peut s'avérer plus rentable pour ceux qui ont des carrières très hachées. Cette **décision stratégique** doit être prise en fonction de votre espérance de vie et du montant estimé de votre pension. Une **analyse de rentabilité** personnalisée permet de vérifier en combien d'années le coût du rachat sera amorti par le gain sur la pension.